
Un microcosme de l'entre-deux-guerres : La Guerre du Rif (1921-1926) et la reconfiguration du complexe impérial euro-méditerranéen

A microcosm of the inter-war period: the War of the Rif (1921-1926) and the reconfiguration of the Euro-Mediterranean imperial complex

Un microcosmo de entreguerras : la Guerra de Marruecos y la reconfiguración del complejo imperial euro-mediterráneo

Giorgio Poti

Traducteur : Romain Bonnet



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cccec/6650>

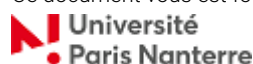
DOI : 10.4000/cccec.6650

ISSN : 1957-7761

Éditeur

Laboratoire 3LAM

Ce document vous est fourni par Université Paris Nanterre



Référence électronique

Giorgio Poti, « *Un microcosme de l'entre-deux-guerres : La Guerre du Rif (1921-1926) et la reconfiguration du complexe impérial euro-méditerranéen* », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine* [En ligne], 18 | 2017, mis en ligne le 18 juillet 2017, consulté le 04 novembre 2024. URL : <http://journals.openedition.org/cccec/6650> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cccec.6650>

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Un microcosme de l'entre-deux-guerres : La Guerre du Rif (1921-1926) et la reconfiguration du complexe impérial euro-méditerranéen

A microcosm of the inter-war period: the War of the Rif (1921-1926) and the reconfiguration of the Euro-Mediterranean imperial complex

Un microcosmo de entreguerras : la Guerra de Marruecos y la reconfiguración del complejo imperial euro-mediterráneo

Giorgio Poti

Traduction : Romain Bonnet

- 1 Cet article présente une thèse doctorale en Histoire et Civilisation qui a été défendue en novembre 2016 à l'Institut Universitaire Européen de Florence (EUI)¹ après une recherche multi-linguistique et multi-archivistique conduite dans cinq pays et pendant près de cinq ans². Mon approche universitaire de l'histoire s'est construite dans un contexte interdisciplinaire axé sur l'international, auprès de la Faculté de Sciences Politiques 'R. Ruffilli' de l'Université de Bologne dont je suis diplômé (*lauree triennale e specialistica*, Licence et Master) en Sciences Internationales et Diplomatiques. C'est la volonté d'approfondir la recherche historique dans un cadre interdisciplinaire et international qui m'a conduit à m'orienter vers le département d'Histoire et Civilisation de l'EUI afin d'y poursuivre mes études doctorales. Ainsi, par une sorte de « déformation personnelle » il m'était impossible d'envisager l'histoire hors du dialogue concret avec les disciplines voisines telles que le droit et la science politique, pas plus qu'il ne m'était possible de concevoir les phénomènes historiques dans un cadre exclusivement national.
- 2 La thèse doctorale présentée ici examine la reconfiguration globale de l'ordre impérial européen dans l'espace méditerranéen lors du premier après-guerre, à travers quatre cas de soulèvements anticoloniaux survenus dans les Empires britanniques, français et

espagnols. L'Espagne contemporaine et son espace colonial correspondent à une partie de cette étude dont la dimension globale et comparative lui apporte un nouvel éclairage. Dans cet article, je chercherai à indiquer en quoi ma thèse peut suggérer de nouvelles perspectives analytiques au sein desquelles s'inscrivent et s'interprètent les mondes hispaniques, à travers une réflexion critique sur l'historiographie de l'Espagne contemporaine, ses limites et ses perspectives.

- 3 Ce travail s'organise en deux parties. Dans la première, j'indique la structure générale de ma thèse, sa raison scientifique, sa méthodologie et ses principales hypothèses. Dans la seconde, j'explique quelle est la place de l'Espagne dans mon projet de recherche et, à travers le cas espagnol, je résume quelques-uns de mes principaux arguments.

Cadre général de la thèse

- 4 Plus de deux ans se sont désormais écoulés depuis la publication de *Empires at War*, l'ouvrage collectif édité par Robert Gerwarth et Erez Manela à l'occasion du centenaire du déclenchement de la première guerre mondiale. Son objectif déclaré visait à considérer pleinement la dimension mondiale de la Grande Guerre, « guerre globale entre Empires plutôt que guerre européenne entre États-Nations », qui va « au-delà de la chronologie 1914-1918 généralement admise ». Dans cet ouvrage, qui synthétise quelques-uns des développements les plus significatifs de l'historiographie récente, seize historiens originaires de différents pays abordent la Première Guerre Mondiale du point de vue des divers systèmes impériaux impliqués – ce qui inclut, outre les empires coloniaux et continentaux européens, les États-Unis, le Japon, la Chine, l'Inde et les *dominions* britanniques – à travers un arc chronologique qui s'étire de la guerre italo-turque et des guerres balkaniques de 1911-1913 jusqu'au Traité de Lausanne de 1923, qui clôt de fait le front oriental (au Sud Est de la Méditerranée)³.
- 5 Les contributions à cet ouvrage collectif décrivent la « crise de légitimité » des Empires coloniaux en tant qu'institutions juridiques et régimes politiques du système international de l'entre-deux-guerres. La rhétorique wilsonienne du gouvernement par consentement (*government by consent*) d'une part, et le spectre de la révolution bolchevique de l'autre, fournirent, selon les mots de Gerwarth et Manela, « un mix volatile d'idées, d'exemples et des sources de supports potentiels pour les ennemis de l'impérialisme où qu'ils soient ». La vague de révoltes anticoloniales qui éclatèrent dans le sillon de la Grande Guerre, en accord avec cette perspective, inaugura un lent processus de « déclin impérial » qui allait être complété par la décolonisation du second après-guerre⁴.
- 6 Ma thèse s'inscrit dans le vaste débat historiographique sur la reconfiguration des Empires coloniaux européens lors du premier après-guerre. Divers auteurs ont mis l'accent sur l'effet radicalisant des doctrines internationalistes mises en avant à l'échelle globale durant la Grande Guerre – marxisme révolutionnaire et libéralisme wilsonien, notamment sur les mouvements anticoloniaux en Afrique et en Asie⁵. En outre, l'abondante littérature sur les mandats de la Société des Nations (SDN) a mis en exergue la manière dont le régime international élaboré à la Conférence de Paris pour assurer le contrôle européen des ex-possessiones coloniales allemandes et ottomanes ouvrait, cependant, de nouvelles bases éthiques et juridiques ainsi que de nouveaux canaux de mobilisation pour les mouvements anti-impérialistes. Les populations sous mandats de la SDN, et leurs soutiens internationaux, profitèrent en effet de l'*ethos* de la

« mission civilisatrice » et de l'autodétermination consacrée par l'article 22 du *Covenant*, ainsi que de la mission de supervision régulière de l'administration exercée par la Commission Permanente des Mandats de la SDN, afin de dénoncer les dérives de la domination européenne et de revendiquer leur émancipation⁶. Des études récentes ont redimensionné et mis en perspectives aussi bien la discontinuité entre le premier après-guerre et le « long dix-neuvième siècle » dans le domaine colonial, que l'influence réelle des internationalismes léninistes et wilsoniens sur les mouvements qui contestèrent l'hégémonie impériale européenne entre les deux guerres mondiales. Divers travaux ont notamment souligné comment l'envoi de pétitions aux gouvernements occidentaux et aux organismes internationaux, la publication de pamphlets, de rapports et d'articles, notamment dans la presse anglophone et francophone, ainsi que d'autres formes de mobilisation politique et d'échange intellectuel transnationaux, qui souvent accompagnaient les révoltes anti-impériales de l'entre-deux-guerres, perpétuèrent les pratiques de l'internationalisme du dix-neuvième siècle auxquelles les élites du monde colonial (en particulier dans l'espace ottoman) prenaient une part active et consciente⁷.

- 7 Par conséquent, l'internationalisme considéré dans ses nombreuses significations – comme ensemble d'idéologies de l'ordre mondial, mobilisation transnationale de la société civile et tentative de judiciarisation et d'institutionnalisation du système international –, a connu des développements importants entre les deux guerres, et il reste à étudier si et comment celui-ci a contribué à consolider l'ordre impérial eurocentrique hérité du long dix-neuvième siècle ou, au contraire, à favoriser son déclin en même temps que de nouvelles formes d'impérialisme. La discontinuité du monde de l'entre-deux-guerres dans le « long dix-neuvième siècle » fut marquée non seulement par les ambitions sans précédent de réforme et de régénération de l'ordre mondial théorisées par les diverses doctrines réformistes ou révolutionnaires, et mises en œuvre, au moins depuis les années 1920, à travers la Société des Nations, mais aussi par la coïncidence de ce « moment internationaliste » et de l'apogée de deux autres « forces » du système international : nationalisme et impérialisme⁸.
- 8 Très clairement, « apogée », *climax*, *momentum*, etc., sont autant de concepts relatifs, et, en tant que tels, discutables ; par conséquent, la description de la décennie consécutive à la Grande Guerre comme apogée internationaliste, nationaliste et impérialiste nécessite plus d'explications que l'espace de cet article n'en peut contenir. Comme l'a souligné Eric Weitz, le premier conflit mondial inaugura l'âge des « politiques de populations » (*population politics*). Alors que, en effet, le Congrès de Vienne avait fondé l'ordre européen post-napoléonien sur le légitimisme et l'équilibre des puissances, les traités de paix issus de la Conférence de Paris redéfinirent l'espace continental européen par l'émergence des nationalités. Des collectivités conçues en termes d'homogénéité ethnique et linguistique apparurent comme sujets principaux de l'ordre international⁹. Non seulement les supposées « lignes de démarcations » entre ces collectivités constituèrent la ligne directrice pour la création de nouveaux États souverains sur les cendres des Empires allemands, austro-hongrois, russes et ottomans ; mais la protection des groupes ethniques reconnus dans les frontières des nouveaux États devint une des principales raisons de l'existence de la SDN. À travers les systèmes de protection des minorités et des réfugiés établis et supervisés par la bureaucratie de Genève, la SDN incorpora les droits nationaux au sein de sa structure institutionnelle, ainsi que l'échelle des valeurs éthiques et de la rhétorique publique du système

international¹⁰. Les « droits des peuples » devinrent la monnaie courante et le langage universel de la politique européenne au cours de la période de l'entre-deux-guerres.

- 9 Comme on le sait, le droit à l'autodétermination des peuples s'avéra rapidement un terrain controversé et glissant, à partir du moment où l'ambition de créer et de préserver des États « ethniquement purs » aboutit aux déportations et échanges forcés de populations dans l'Europe centrale, orientale et méridionale des années 1920, et légitima, par suite, le révisionnisme et le génocide nazi-fasciste. Selon Mark Mazower, ce fut la prise de conscience des revers catastrophiques et imprévus des politiques de population (*population politics*) qui, en 1945, conduisirent les tenants de l'ordre international nouveau à abandonner les diverses expériences de protection du droit des peuples de l'entre-deux-guerres, en faveur d'un plus modeste et moins ambitieux régime de protection internationale des droits de l'individu par les Nations Unies. Dans cette perspective, les régimes des minorités, des réfugiés et des mandats de la SDN représentent une tentative de gouvernance internationale sans égale lors des périodes précédentes ou successives¹¹. C'est en ce sens que je me réfère aux années consécutives à la Grande Guerre comme l'apogée de l'internationalisme.
- 10 L'Europe continentale n'a pas été l'unique théâtre au sein duquel la dissolution des quatre Empires laissa des frontières à redessiner, et des relations de souveraineté à redéfinir. Le système des mandats de la Société des Nations contribua à consacrer la règle de l'autodétermination des Peuples y compris dans le monde colonial. D'une part, les mandats furent l'expédient juridique international dont les puissances européennes et les *dominions* britanniques se servirent pour se répartir les dépouilles ottomanes et allemandes en Afrique, au Moyen Orient et dans le Pacifique – si l'on inclut les territoires sous mandat, les Empires britanniques et français attinrent leur summum en termes d'extensions géographiques et de poids politique après la Grande Guerre ; d'autre part, une telle appropriation fut présentée comme temporaire et justifiée par une supposée mission civilisatrice. Le but officiel de l'administration mandatée, selon l'article 22 du *Covenant* de la SDN, était en effet de conduire les populations libérées du joug impérial de Constantinople et de Berlin vers un niveau de « civilisation » suffisant pour pouvoir s'organiser sous la forme d'États souverains. Et, comme l'a démontré Susan Pedersen, alors que, souvent, les mandats ne furent que des reconfigurations déguisées des anciennes formes d'exploitation coloniale, les cas ne manquèrent pas dans lesquels, par un concours de circonstances, l'administration mandatée et la supervision exercée sur celle-ci par la SDN contribuèrent effectivement à la transition des territoires sous mandats vers la souveraineté étatique¹².
- 11 Surtout, fort de ses principes, le système des mandats injecta dans les débats publics internationaux tout un appareil rhétorique et idéologique que les mouvements de libérations et leurs leaders purent facilement retourner contre les puissances impériales. Mais est-il possible d'isoler le système des mandats des systèmes impériaux pré existants auxquels il se superposait ? Dans quelle mesure cette fenêtre d'opportunité pour la réaffirmation, et, en même temps, pour la critique de la domination impériale européenne se répercuta dans le monde colonial au-delà des mandats internationaux ? Est-il possible de dégager une influence ou une correspondance, un passage et un équilibre orienté, que l'on pourrait qualifier d'osmotique, entre les deux contextes en termes de reconfiguration de l'ordre impérial de l'entre-deux-guerres ? Tel fut le point de départ conceptuel et problématique, « théorique » de ma recherche.

- 12 La physique l'enseigne, un courant excessif qui passe entre des pôles électriques génère un court-circuit. La première guerre mondiale déchaîna et amplifia trois « courants » de la politique internationale du long dix-neuvième siècle : internationalisme, nationalisme et impérialisme. Ce que ma thèse analyse, c'est précisément le court-circuit entre ces trois courants dans l'ère des *population politics* à travers quatre cas de soulèvements anticoloniaux qui embrasèrent le Moyen Orient dans le premier après-guerre : deux cas renvoient au système des mandats de la SDN – le soulèvement iraquien de 1920 contre le mandat britannique et la Grande Révolte Syrienne de 1925 contre l'administration française ; les deux autres renvoient en revanche aux Empires coloniaux proprement dits – la révolution du protectorat britannique sur l'Égypte de 1919 et la Guerre du Rif de 1921-1926 qui, initialement dans le protectorat marocain du Royaume d'Espagne, finit par impliquer également les Français. Il s'agissait de courts-circuits dans au moins trois sens : premièrement, la prétendue mission civilisatrice des puissances coloniales, publiquement affirmée par les gouvernements européens, et même consacrée explicitement dans le *Covenant*, était ouvertement contredite par les méthodes répressives employées contre les populations dominées ; deuxièmement, les leaders et les inspireurs des soulèvements anticoloniaux en appelaient aux mêmes principes – les « intérêts » et le « bien-être » des communautés autochtones – qui par ailleurs justifiaient la domination coloniale ; troisièmement, le même système international euro-centrique dans lequel se développaient les mandats coloniaux pouvait se transformer en une atmosphère hostile aux puissances impériales à partir du moment où leurs méfaits étaient exposés à l'attention de l'opinion publique à travers les institutions internationales et les campagnes de communication et de mobilisation de la « société civile internationale ».
- 13 Mon travail vise donc à un exercice d'histoire globale au moyen de la comparaison historique ; en d'autres termes, j'ai cherché un moment global à travers quatre de ses manifestations particulières¹³. J'ai cherché à interpréter la « Révolution Copernicienne » entre l'âge des Empires proprement dits et la décolonisation du deuxième après-guerre – image qui se garde de toute connotation téléologique – à travers la confrontation entre quatre cas d'études, chacun d'eux ayant été l'objet d'un chapitre. Dans le but de conjuguer la vue d'ensemble et la profondeur analytique, j'ai surtout sélectionné les cas selon un critère de proximité géographique et chronologique, en me focalisant sur le Maghreb et sur le Mashreq dans la première moitié des années 1920. La reconstruction des soulèvements armés contre la puissance coloniale constitue le *tertium comparationis* le plus immédiat et le plus évident¹⁴. En général, les insurrections furent liées à un durcissement de l'administration coloniale dans un sens autoritaire et militaire, qui s'accompagna d'une déstabilisation des équilibres sociaux et économiques locaux, conformément à l'impérialisme et à la politique coloniale européenne du diviser pour mieux régner ou *divide et impera*. Ce que les insurgés réclamaient était, en général, une plus grande autonomie politique et administrative vis-à-vis de la métropole et une certaine forme de reconnaissance internationale pour leurs pays respectifs¹⁵. C'est justement le résonnement public et international de ces quatre soulèvements qui constitue le premier angle d'analyse de ma recherche : Dans quelles instances, à travers quels réseaux et avec quels arguments les insurgés présentèrent leurs revendications au-delà de leur propre pays ? Comment ces insurrections furent-elles représentées dans les débats publics occidentaux ? Quels furent les contre-arguments déployés par les puissances coloniales pour stigmatiser la violence « rebelle » et au contraire pour justifier et légitimer la répression ? J'ai conduit

cette première recherche essentiellement à travers la presse métropolitaine de Grande-Bretagne, de France, d'Italie et d'Espagne, ainsi qu'aux archives de la SDN. J'ai donc étudié le discours des mouvements et des leaders anticoloniaux dans la mesure où il apparaissait dans les débats publics des métropoles des puissances européennes, en s'imbriquant avec la présentation « officielle » des révoltes de la part des gouvernements impériaux, voire en sollicitant des procédures d'enquête auprès de la SDN¹⁶. Dans une certaine mesure, j'ai recherché l'imbrication entre l'histoire impériale et l'histoire globale au sein de l'espace méditerranéen.

- 14 En second lieu, j'ai cherché à évaluer les effets de l'insurrection et de son résonnement public sur la poursuite des rapports entre métropole et colonies dans chacun des quatre cas, en puisant notamment dans les archives gouvernementales et dans la correspondance diplomatique des puissances impériales. Avant de récapituler les principaux résultats de cette thèse, je voudrais d'abord insister sur deux éléments communs aux quatre cas d'études examinés. Mon analyse s'est structurée autour de quatre couples binaires métropole-colonie (avec l'exception partielle du cas marocain, là où la Guerre du Rif, durant un certain temps, intéressa simultanément les gouvernements espagnols et français). Ce choix résulte de ma conviction, acquise au cours des lectures et de mes recherches en archives, que les dimensions intra-impériales, c'est-à-dire la relation entre l'État Nation européen et ses périphéries coloniales, demeure le niveau d'analyse le plus approprié et efficace pour interpréter, comprendre et expliquer les quatre révoltes.
- 15 Cette observation pourrait sembler en contradiction avec l'affirmation proposée antérieurement et faisant de la décennie suivant la Grande Guerre l'apogée de l'internationalisme, de même que pourrait sembler contradictoire l'affirmation du but de la recherche consistant à saisir dans sa globalité l'évolution de l'ordre impérial euro-centrique. Car, en dépit des doctrines internationalistes qui prospérèrent lors du premier conflit mondial, et des développements juridiques et institutionnels qui s'ensuivirent dans le système international, l'Europe de l'entre-deux-guerres demeura une somme d'États nationaux, et les structures économiques, sociales, politiques et juridiques de chacun d'eux restèrent la pierre angulaire, non seulement de la vie sociale à l'intérieur de chacun d'eux, mais encore des relations extérieures avec les systèmes impériaux et internationaux au sein desquels l'État existait. Il ne peut donc y avoir d'histoire globale qui ne soit en même temps une somme des histoires nationales. Somme « critique » s'entend, raisonnée : donc comparaison. L'histoire comparée des États Nations européens, si l'on considère leurs « appendices » coloniaux, qui étaient l'émanation et la conséquence directe des structures socio-économiques de l'État Nation, conduit presque naturellement à l'histoire comparée des empires coloniaux. L'histoire impériale comparée constitue une perspective historiographique relativement délaissée, surtout si l'on exclut la comparaison « classique » entre les Empires britanniques et français – et ce constat suffit à dégager l'une des raisons de l'originalité de ma recherche¹⁷.
- 16 En outre, une comparaison critique et raisonnée entre les différents États Nations-Empires conduit inévitablement à identifier ce qui rapproche les différents cas, et, donc, ce qui transcende l'échelle Nation-Empire en renvoyant à une dimension plus globale. En effet, les quatre cas couverts par ma recherche s'inscrivent dans un *humus* international osmotique d'attractions et d'interactions ordonnées, pas seulement car, de même que des épisodes concomitants et analogues, les quatre révoltes font partie

d'un ensemble insurrectionnel qui traversa les dominations coloniales européennes en Afrique et en Asie pendant près d'une décennie après la Grande Guerre ; mais en outre car les insurgés des quatre cas s'observaient mutuellement et se solidarisaient, et les dominants en faisaient de même – voilà donc le *tertium comparationis* dissimulé auquel je me réfèrais plus haut. Par exemple, la délégation égyptienne (*Wafd*) qui chercha en vain une audience à la Conférence de Paris et prit part à la Révolution de 1919 considérait ses populations discriminées par rapport aux arabes du Hedjaz, lesquels, bien que considérés comme « inférieurs » en « civilisation » aux égyptiens, étaient en revanche représentés aux négociations de paix. Dans le même temps, Damas émergea comme le point de rencontre intellectuel et politique du jeune nationalisme irakien. Les syriens, à leur tour, quelques années plus tard, regardaient vers l'« indépendance provisoire » concédée par les britanniques en Mésopotamie – un concept à tout le moins curieux qu'il ne m'est pas possible de discuter dans ce bref article – comme modèle pour les revendications avancées auprès des français. Entretemps, à travers le Croissant Rouge et d'autres réseaux transnationaux, Shakib Arslan et d'autres figures marquantes du nationalisme syrien organisèrent des collectes et des réunions en faveur de la République du Rif d'Abd-el-Krim.

- 17 À la conscience du moment propice à contester la domination impériale européenne, commune entre ces mouvements anticoloniaux du Moyen Orient, correspondait, au sein des chancelleries européennes, le pendant d'un « syndrome de forteresse assiégée ». La sensation que l'Empire colonial en tant que tel, en tant que base coloniale établissant l'institution politique impériale, était sous la menace conduisait à une véritable paranoïa des gouvernements de Madrid, Londres et Paris. Et, pour ces deux derniers cas, la réticence, dans le même temps, des opinions publiques nationales quant à la poursuite des engagements militaires après la Grande Guerre, contribuait, en outre, à expliquer l'échelle massive (disproportionnée par rapport à la force réelle des insurgés) et les brusques manifestations parfois particulièrement brutales de la répression militaire qui s'abattait sur ces populations. En dépit des rivalités impériales qui avaient contribué à la détérioration des relations internationales avant 1914, après la Grande Guerre semblait prévaloir une sorte de solidarité inter-impériale qui poussa les puissances européennes à se soutenir et à se légitimer réciproquement dans la diplomatie publique, et même, dans le cas marocain, à s'appuyer militairement.
- 18 Enfin, les axes binaires métropoles-colonies examinés dans ma thèse apparaissent réunis dans un cadre international commun qui, bien que précaire et secondaire par rapport à la dimension de l'État Nation-Empire, constituait malgré tout une caisse de résonance publique pour les quatre révoltes. Bien qu'elle fût une émanation directe et garante de la solidarité inter-impériale, comme je viens de l'évoquer, la SDN offrait aux insurgés l'opportunité de projeter internationalement leurs protestations à travers des *memoranda* et des pétitions. Et, bien qu'il soit risqué de soutenir que l'organisme genevois ait exercé une quelconque influence directe sur les politiques coloniales de Londres, Paris et Madrid – exception faite, en partie, du cas syrien, les sources documentaires révèlent une préoccupation presque obsessionnelle de la part des chancelleries européennes dans la surveillance des positions de la presse et des opinions publiques extérieures aux Empires.
- 19 Pour conclure, les quatre cas d'études de ma thèse appartiennent au même complexe impérial euro-méditerranéen, qui traverse en partie les systèmes coloniaux de Grande-Bretagne, de France et d'Espagne auxquels il se superpose, ainsi qu'aux macro-régions

historiques et géopolitiques du Maghreb et du Levant. Cet ensemble, outre la contiguïté géographique, ainsi que des affinités historiques et culturelles évidentes, repose sur tout un réseau de communication et de mobilisation politique transnationale, il contribue à un cadre international commun, en coïncidant dans une large mesure avec celui de l'institution de la SDN. Prises ensembles, les quatre révoltes représentent une suite coloniale de la Grande Guerre qui se prolonge jusque vers 1926-27, alors que la « pacification » des théâtres marocains et syriens mettait de fait un terme à cette vague insurrectionnelle qui traversait l'espace méditerranéen jusqu'au Moyen Orient. Plus précisément, ma thèse introduit la notion de « guerre d'ajustement » du complexe euro-méditerranéen à travers laquelle, plus que la pose des bases de la future décolonisation, furent reconfigurés les rapports de force et les équilibres politiques et institutionnels d'un ordre à la fois impérial et eurocentrique. Dans les paragraphes qui suivent, j'illustrerai quelques-unes des modalités de cette « guerre d'ajustement » à travers le cas hispano-marocain.

Pourquoi l'Espagne ?

- 20 La presse britannique a suivi avec une attention particulière la crise de la monarchie parlementaire espagnole et sa transition vers la dictature militaro-technocratique de Primo de Rivera perpétrée de manière concomitante à la Guerre du Rif. En avril 1923, un éditorial du *Times* décrivait parfaitement les raisons de l'« étrange fascination » exercée par le pays ibérique sur le public anglophone. « L'Espagne n'est pas un musée du passé, mais elle n'est pas encore un État moderne européen », expliquait l'éditorialiste : nulle part « [l]a relation entre progrès et réaction, ou régression, est aussi subtile ou, en un certain sens, pittoresque ». « En Espagne », poursuivait l'argumentaire, le progrès pouvait s'affirmer exclusivement « à travers une sorte de contamination graduelle » ne défiant pas ouvertement les forces du *statu quo*. L'Église, l'Armée et la Monarchie, en effet, alors qu'elles maintenaient institutionnellement l'Espagne piégée dans les contradictions du passé, en même temps et « par une étrange opération de continuité historique » maintenaient le pays amalgamé. Le journaliste, partisan des libéraux espagnols, concluait en soulignant la difficulté de la mission des partis dynastiques dans la gestion de la crise marocaine, de laquelle dépendait la survivance même du régime de la Restauration : traduire en justice les responsables du désastre de l'*Annual*, comme le demandait l'opinion publique, sans altérer les équilibres précaires entre *africanistas* et *junteros* au sein de l'armée et entre cette dernière et l'ensemble du système socio-politique espagnol¹⁸.
- 21 Si je viens de m'étendre sur cette citation issue d'un éditorial du *Times*, c'est parce qu'elle illustre bien les stéréotypes culturels et intellectuels à travers lesquels une large part des élites pensantes « occidentales » regardait voire persiste à regarder l'Espagne : un pays « exotique », imperméable au monde extérieur et replié sur ses éternelles contradictions, où l'histoire suivrait une chronologie diverse (souvent différée) du reste de l'Europe, et où l'émotivité et l'irrationalité collective auraient un impact déterminant sur les changements politiques et sociaux. Et pourtant, à partir du moment où il décrivait les contradictions sociales et culturelles de l'Espagne contemporaine, sans même s'en apercevoir, l'éditorialiste britannique saisissait, dans une forme manifeste et exacerbée, les contradictions mêmes des États libéraux capitalistes de l'Europe de l'entre-deux-guerres dont l'Espagne, avec tout le poids de

son passé. Comment ignorer, en effet, le parallèle entre la crise de la monarchie libérale issue de la Restauration et basée sur les arrangements du *turno dinástico* libéral conservateur et les configurations concomitantes de la crise de la monarchie parlementaire italienne¹⁹ ? Et comment ne pas entrevoir, dans la lecture du journaliste du *Times* quant aux tâches des libéraux du gouvernement en Espagne la peur et l'agitation de tout l'establishment libéral en Europe autour du sort de l'ordre social et politique de l'ensemble impérial du Vieux Continent au sortir de la Grande Guerre ?

- 22 Ainsi, les développements de la situation interne à l'Espagne lors du premier après-guerre se prêtent à des parallèles et à des comparaisons avec les autres cas européens, le Maroc espagnol de la guerre du Rif représentant en quelque sorte un condensé, un microcosme de l'impérialisme européen sous cette période. Dans sa contribution au livre de Manela et Gerwarth cité plus haut, Richard Fogarty a judicieusement remarqué comment tout passage en revue des causes de la première Guerre Mondiale devait nécessairement « passer par le Maroc » où, de manière évidente, se manifesta la rivalité impériale intra-européenne au début du vingtième siècle²⁰. Or, l'échange entre l'espace impérial espagnol et son contexte international ne s'est pas arrêté avec la fin du premier conflit mondial. Les commentateurs contemporains ont insisté sur les difficultés espagnoles lors des guerres au Maroc comme un prolongement épiphénoménique de la crise sociale, culturelle et politique de la métropole espagnole, mettant l'accent sur les liens entre la sclérose interne de l'État ibérique et ses échecs coloniaux, ainsi que le soutenait la littérature *regeracionista* depuis 1898²¹. Par suite, une partie de l'historiographie hispanophone a insisté sur ce lien causal, mais en renversant sa direction, en soulignant le rôle de la guerre d'Afrique dans l'exacerbation et l'accélération de la crise de la Restauration²². Sebastian Balfour a repris cette thèse dans son célèbre, remarquable *Deadly Embrace* qui présente la campagne marocaine comme le laboratoire du front franquiste²³. Toutefois, alors qu'à plusieurs reprises il taxe l'historiographie espagnole de provincialisme ou de nationalisme, l'historien britannique en un certain sens ne fait que suivre et reproduire le repli autoréférentiel du national qu'il impute à ses collègues hispanophones, car il se contente d'analyser les événements marocains dans la perspective exclusivement national du rapport métropole-colonie.

- 23 Ainsi qu'on l'a vu plus haut, l'axe binaire métropole-colonie demeure le niveau d'analyse le plus approprié pour interpréter les développements de l'ordre impérial de l'entre-deux-guerres eu égard à la centralité persistante de l'État Nation-Empire dans le système international de cette période. Toutefois, dans le cas espagnol, de même que pour les autres puissances impériales, situer cet axe dans une perspective comparée, et donc mondiale, ne peut que servir l'approfondissement des analyses et le potentiel explicatif de la recherche historique. Par exemple, une confrontation entre la gestion espagnole de la crise marocaine et l'attitude de la France et de la Grande Bretagne face aux autres soulèvements examinés dans ma thèse conduit logiquement à « dés-exceptionnaliser » le cas espagnol, autrement dit à démolir la présupposition d'une exceptionnalité négative et d'une infériorité qui souvent caractérise la perception de l'Espagne contemporaine autant chez les spécialistes hispanophones que chez les hispanistes originaires d'autres pays. Et il faut donc annoncer trois points qui seront développés dans les prochains paragraphes : 1) l'échelle de grandeur de la répression au Maroc et la rationalité qui la sous-tend, 2) la diplomatie publique qui accompagne la coopération militaire franco-espagnole lors de la dernière phase de la Guerre du Rif, 3) l'attention portée par le gouvernement espagnol à la réputation internationale du pays.
- 24 De manière convaincante, Sebastian Balfour a décrit et expliqué le « syndrome de la vengeance compulsive » suscité au sein de l'armée d'Afrique par le désastre d'*Annoual*, son obsession pour le *castigo* du *moro rebelde* qui participe de la massive contre-offensive espagnole dans le Rif. Or, la brutalité de la répression et l'évidente disproportion entre la violence des insurgés et celle de l'Empire peuvent également s'observer lors de la réaction française à la Grande Révolte Syrienne de 1925, qui impliqua le bombardement aérien du centre historique de Damas et le pilonnage à l'artillerie lourde de villages ruraux non fortifiés, de même que lors de la répression britannique en Égypte et en Irak. Dans ce dernier cas, l'emploi d'armes chimiques fut au moins envisagé par le gouvernement de Sa Majesté, bien que probablement abandonné pour des raisons logistiques²⁴. Or, il faut remarquer qu'à la différence du cas espagnol ni les britanniques ni les français n'avaient d'outrages particuliers à venger ou de traumatismes nationaux à juguler. Par conséquent, dans les quatre cas de soulèvement analysés il s'est agi de « guerre asymétrique », mais dans un sens opposé à celui qui vient spontanément à l'esprit. Comme ma thèse le démontre, dans tous les cas les insurgés eurent recours à une violence armée dans une optique pleinement « clausewitzienne », et en cela comme élément d'une stratégie politique plus ample, qui incluait aussi les campagnes de presse et l'envoi de pétitions aux gouvernements et organismes internationaux, dont le but avéré était d'obliger le gouvernement métropolitain à négocier et à faire des concessions. Comme je vais l'expliquer, les campagnes militaires de la « République du Rif », bien que par définition violentes, répondaient également à une rationalité politique de ce type.
- 25 À l'inverse, loin des préoccupations juridiques ou éthiques les gouvernements européens répondirent par une répression armée disproportionnée afin d'anéantir les soulèvements anticoloniaux de manière rapide et définitive. Dans le cas espagnol, cette angoisse naissait de l'obsession nationale pour le supposé « déclin » de la Patrie après 1898 ; dans les cas britanniques et français, de l'intolérance nationale des opinions publiques respectives quant au soutien long d'engagements bellicistes et de dépenses militaires suite à la Grande Guerre et à son caractère exténuant. De fait, ces trois puissances impériales européennes conçurent l'usage de la force selon une logique

absolue et « non-clausewitzienne ». En outre, Londres, Madrid et Paris partageaient le sentiment d'une menace pesant sur leur statut international de puissance impériale. Si les gouvernants espagnols étaient obsédés par une telle perception depuis la perte de Cuba, la vague insurrectionnelle qui traversa le monde colonial après 1918 étendit ce sentiment d'« insécurité impériale » y compris aux plus solides et prospères Empires britanniques et français, ce qui conduit au deuxième des trois points mentionnés plus haut.

- 26 En Mars 1919, dans un état de grande inquiétude, le Consul Benzon, représentant français à Alexandrie, informa le gouvernement de Paris de la « fraternisation du nationalisme et du bolchevisme » qui, selon lui, était en train de s'opérer en Égypte²⁵. Quelques jours plus tard, un courrier de la Résidence française de Tunis parvint au Quai d'Orsay pour alerter qu'une « trop grande extension de la puissance arabe » au Moyen Orient britannique galvaniserait l'opposition à la domination impériale française sur le Nord de l'Afrique²⁶. Devant cette situation, il n'est donc pas surprenant que Paris ait manifestement tardé à reconnaître le protectorat anglais sur le Caire, avec l'espoir d'obtenir quelques concessions de Londres en échange et que, finalement, cette reconnaissance se produisit alors que Benzon comme d'autres diplomates, dans leurs correspondances avec Paris, émettaient de sévères critiques quant à la répression britannique, sans que n'aient filtré ces déclarations officielles depuis le gouvernement français. En d'autres termes, les logiques de rivalité entre puissances impériales persistèrent, naturellement, après la Grande Guerre, mais les intérêts de la solidarité inter-impériale étaient devenus prédominants. Dans un article commémoratif de la Bataille de la Marne écrit sur *Le Matin* en septembre 1919, le président français Raymond Poincaré soulignait la nécessaire amitié franco-britannique : « Dans l'obscurité qui enveloppe le monde, le deux grands peuples libres qui sont à l'avant-garde de la civilisation prendront-ils le parti insensé de suivre à l'aventure des routes différentes »²⁷ ?
- 27 L'Espagne participa pleinement à taire les rivalités et ressentiments entre puissances européennes pour profiter de la coopération impériale. Ainsi que le révèle la correspondance diplomatique entre Madrid et Paris, les délégations des deux gouvernements qui, à partir de l'été 1925 et jusqu'à la reddition d'Abdel Krim en mai 1927, négocièrent une ligne commune au Maroc, se disputèrent sur à peu près tout, de l'agenda au type des opérations militaires à mettre en œuvre jusqu'au sort personnel à réserver à Abdel Krim en passant par le statut du Rif au sein du sultanat marocain dès la fin des hostilités militaires. Toutefois, rien de ces tensions ne filtra publiquement, et, naturellement, un accord fut toujours trouvé – or il ne faut pas oublier qu'il le fut entre une dictature militaire d'un côté et le cartel des gauches réformistes de l'autre. L'ambassadeur espagnol à Paris José María Quiñones de León réaffirma le ton des négociations bilatérales entre les deux puissances, avec une expression qui traduit bien l'ambiance inter-impériale dans le premier après-guerre : *duras controversias dentro de gran cordialidad*²⁸.
- 28 Surtout, après le passage de relais entre les partis dynastiques et le *Directorio* de Primo de Rivera, la représentation publique de la campagne militaire au Maroc fut méticuleusement contrôlée et orientée par le gouvernement espagnol, aussi bien en Espagne qu'à l'extérieur – et c'est précisément ce qui m'amène au troisième et dernier des trois points annoncés. En octobre 1924, l'ambassadeur d'Espagne à Londres Alfonso Merry del Val y Zulueta demanda à l'éditeur du *Times* de pouvoir y écrire sous

pseudonyme afin de répondre aux campagnes de presse du Croissant Rouge et d'autres organisations qui sympathisaient avec les insurgés du Rif²⁹. C'est au cours de cette même période que le gouvernement de Madrid se servit de la Croix Rouge espagnole afin d'empêcher que le Comité International de l'organisation humanitaire n'envoie une mission au Maroc³⁰. Par conséquent, il s'agissait d'un curieux contrepoids qui prolongeait la censure interne, et qui visait à soigner la réputation publique hors des frontières nationales, une préoccupation que la dictature militaire de Primo de Rivera partageait avec les puissances libérales d'Europe occidentale dans l'ère commune de l'internationalisme et de la « société civile internationale ».

- 29 Telle est justement la dimension internationale qui conduit à une autre approche analytique cruciale de ma recherche : les réseaux et les formes de mobilisation publique de la République du Rif et de ses soutiens internationaux qui accompagnèrent ses opérations militaires. Dirk Sasse a reconstruit en détails l'éventail confus de « spéculateurs, sympathisants, déserteurs et parieurs » qui entouraient Abdel Krim. Le leader rifain s'en est servi afin de chercher un soutien humanitaire, financier, logistique et militaire en Europe, mais également pour projeter ses revendications par-delà des frontières marocaines³¹. Dans ma thèse, je propose une articulation de la scène publique en quatre sphères en partie superposables et qui permettent d'identifier autant de possibles domaines de mobilisations pour les mouvements anticoloniaux : 1) *domestique*, qui renvoie à la communauté d'origine, 2) *intra-impériale*, soit le débat public de la métropole et de la « Mère Patrie », 3) *inter-impériale*, qui engage la scène publique des autres puissances impériales, 4) *internationale* à proprement parler, qui transcende la simple somme des divers débats publics nationaux, et s'inscrit au niveau des institutions internationales telles que la SDN. Or, le gouvernement « républicain » du Rif diffusa habilement sa rhétorique à travers chacune de ces sphères, en y adaptant son langage et son appareil idéologique en fonction des destinataires. La capacité d'Abdel Krim à lier sa cause avec la campagne anti-impérialiste conduite par le Parti Communiste Français est emblématique à cet égard, dans le contexte de la polémique ouverte avec les « cousins traîtres » de la SFIO qui prenaient part au gouvernement bourgeois du cartel des gauches. Dans une lettre ouverte à la Chambre des Députés français parue dans *L'Humanité* en août 1925, Abdel Krim prenait soin de préciser que le communisme et le Coran étaient incompatibles, et repoussait ainsi l'accusation d'être un agent du bolchevisme international. En même temps, toutefois, et comme le soulignait le journaliste du quotidien dans son article commentant l'appel d'Abdel Krim, la République du Rif et le PCF partageaient le même ennemi : l'impérialisme qui voulait asservir les paysans berbères comme les ouvriers et paysans français³².

- 30 Mais que demandait exactement Abel Krim pour la République autoproclamée du Rif ? Les pétitions que lui et ses soutiens envoyèrent à la SDN sont révélatrices à ce propos. Pablo La Porte a analysé attentivement les argumentations juridiques et les évaluations politiques à partir desquelles l'organisation de Genève a refusé d'intervenir dans la guerre au Maroc, en confirmant sa soumission aux intérêts impérialistes³³. Dans ma thèse, j'ai préféré au contraire m'attarder sur le contenu des pétitions rifaines, comme révélatrices des *forma mentis* et stratégies politiques de leurs auteurs. En septembre 1922, par exemple, le *Riff Committee* de Londres envoya au Conseil de la SDN deux documents signés par Abdel Krim en tant que « président et commandant en chef de la République du Rif » et « représentant dûment accrédité » des tribus du Rif et de Gomora. Le leader rifain affirmait son engagement à protéger les droits des étrangers

et à gouverner dans l'intérêt de la « paix » et du « commerce international ». Dans un « appel à la conscience du monde civilisé » joint à ce document, Abdel Krim dénonçait les exactions violentes perpétrées par les espagnols en Afrique du Nord, notamment l'emploi d'armes chimiques interdites et la destruction de lieux sacrés de l'islam, tout en se déclarant dans le même temps disposé à négocier un accord équitable avec Madrid qui préserverait les intérêts de la Monarchie espagnole au Maroc en même temps que le droit à l'existence de la République du Rif³⁴.

- 31 De même que le *Wafd* égyptien et le Congrès Syrio-Palestinien de Shakib Arslan, Abdel Krim et ses partisans se révélèrent d'habiles entrepreneurs en internationalisme, capables de mobiliser la scène publique et d'adapter leurs discours aux différents contextes. De cette manière, la contestation armée de la domination impériale européenne s'intégrait à un « encerclement rhétorique » portant sur plusieurs fronts. Toutefois, ce que les insurgés réclamaient sous l'étiquette d'« indépendance », dans les cas marocains, égyptiens, irakiens et syriens, était une renégociation des rapports de force avec la métropole impériale qui garantisse à la colonie une administration autochtone avec un large degré d'autonomie interne, ainsi qu'une reconnaissance publique à l'échelle internationale – telles étaient, en substance, les propositions contenues dans les appels de Abdel Krim à la SDN, ainsi que les conditions qu'il se disait disposer à accepter dans les négociations avec les émissaires français et espagnols.
- 32 Car Zaghloul en Égypte, de même qu'Arslan en Syrie et Abdel Krim au Maroc étaient, par leurs formations et parcours personnels, des purs produits de l'ordre impérial et eurocentrique qu'ils défiaient. Abdel Krim, en particulier, appartenait à une famille de notables et de magistrats islamiques qui s'était enrichie et avait acquis un poids politique et une stature sociale en collaborant avec l'occupation espagnole. Sa famille, les Khattabi, espérait même que l'administration espagnole soit un vecteur de modernisation sociale et économique du Maroc, avant de se raviser suite à l'escalade militaire entreprise depuis Madrid en Afrique du Nord à partir de 1909³⁵. Plutôt que l'ambition risquée de libérer complètement et définitivement les territoires du contrôle européen, les mouvements insurrectionnels examinés dans ma thèse visaient donc au contraire à réformer et à alléger ce contrôle, dans la droite ligne de l'*ethos* international post-1918. Plus qu'une préhistoire de la décolonisation, ma thèse raconte l'histoire d'une recolonisation, ou, comme on l'a dit plus haut, d'un « réajustement impérial » résultant d'une forme de violence impérialiste plus globale. En Égypte, en Iraq et en Syrie, un tel ajustement fut en effet résolu par l'ouverture à l'autogouvernement indigène, inscrit dans l'indépendance formelle du Caire et dans l'« indépendance provisoire » de Bagdad, qui toutes les deux datent de 1922, et par la « révolution conservatrice » dès 1926 mise en œuvre par l'administration mandatée de Damas. Au Maroc, en revanche, il s'agissait d'une recolonisation authentique et complète, à partir du moment où la guerre du Rif, après la reddition d'Abd-el-Krim, s'acheva avec l'extinction à peu près totale du mouvement autonomiste/rifain dans le Sultanat du Maroc. La particularité du cas espagnol, probablement due au trauma national résultant de la guerre menée en Afrique du Nord réside dans le fait que, contrairement à Londres et à Paris, Madrid refusa d'envisager des formes plus collaboratives et indirectes de l'administration coloniale pour adapter l'institution impériale au monde de l'après-guerre.

En perspectives...

- 33 La recherche présentée et résumée dans cet article correspond, de même que la carrière universitaire de son auteur, à un travail transnational et expérimental en cours, à un *work in progress* en développement. Pour l'heure, je cherche à amplifier ma thèse en vue de sa transformation et de sa publication. Je travaille notamment sur l'ajout d'un cas d'étude appartenant à l'Empire colonial italien (la Lybie entre 1919 et 1924), ce qui permettra de l'intégrer au complexe impérial euro-méditerranéen et fournira, en outre, une intéressante base méditerranéenne pour la comparaison avec le cas hispano-marocain. La prise en compte de l'espace colonial italien permet en effet de déplacer l'approche analytique vers de le Sud de l'Europe, afin de rechercher, grâce à la perspective comparée, le lien entre crise interne et difficulté coloniale. Comme on l'a indiqué plus haut, l'Italie comme l'Espagne vécurent de manière à peu près concomitante la crise de l'État monarchique et de son hégémonie libérale dans le cadre des changements sociaux et politiques de l'entre-deux-guerres. En outre, les deux pays éprouvaient, peut-être pour des raisons diverses, un complexe d'infériorité impérial qui conduisait à la fin du dix-neuvième siècle (*el Desastre* de 1898 n'eut lieu que deux ans après la défaite des troupes coloniales italiennes lors de la bataille d'Adoue). Entretemps, l'axe porteur des équilibres internationaux se déplaçait, si l'on s'en tient à l'Europe, vers le centre-nord faisant face au monde atlantique, en direction de l'Occident. Ainsi, l'Italie et l'Espagne participaient au complexe impérial euro-méditerranéen, mais, si l'on peut dire, en tant qu'*inconvenient outsiders*, assez loin des centres créateurs des dynamiques d'opportunités plus au Nord, plus Atlantiques et moins méditerranéens.
- 34 C'est la systématisation des principales idées guidant ma thèse doctorale, rédigée pour la participation à ce dossier, qui m'a aidé à entrevoir les directions les plus originales et pertinentes afin de donner suite à mes travaux de recherche : si, comme on l'a vu plus haut, l'histoire impériale comparée est en soi un secteur scientifique et éditorial pour l'heure peu fréquenté, y inclure à la fois les mondes espagnoles et italiens correspond à une voie de recherche novatrice, que personne n'a encore développée de manière substantielle dans l'historiographie du monde contemporain. Réorienter vers le Sud de la Méditerranée le regard analytique du chercheur travaillant sur cette période peut servir non seulement à « dés-exceptionnaliser » les historiographies espagnoles et italiennes, mais encore à repenser en les problématisant les catégories spatiales et géopolitiques telles que « Europe » et « eurocentrisme », ainsi que leurs implications épistémologiques.

NOTES

1. Giorgio POTÌ, *Imperial Violence, Anti-Colonial Nationalism and International Society: The Politics of Revolt across Mediterranean Empires, 1919-1927*, thèse doctorale, EUI, Florence, 2016. Jury: Federico

Romero (EUI, directeur de thèse), Corinna Unger (EUI), Davide Rodogno (Institut des Hautes Études Internationales et du Développement, Genève), Andrew Arsan (Université de Cambridge).

2. La majeure partie des sources utilisées provient des National Archives de Grande-Bretagne et des archives diplomatiques du ministère des Affaires Étrangères de la République Française, La Courneuve (AMAE). J'ai également mené des recherches auprès de l'*Archivo General de la Administración*, Alcalá de Henares (AGA), de l'*Archivo Storico Diplomatico del Ministero degli Affari Esteri* de Rome, des archives de la Société des Nations au siège des Nations Unies à Genève (LNA), et, dans la même ville, des archives du Comité International de la Croix Rouge (ACICR)

3. Robert GERWARTH et Erez MANELA (dir.), *Empires at War, 1911-1923*, Oxford, Oxford University Press, 2014. Dans l'introduction, les deux auteurs qui coordonnent l'ouvrage définissent la notion d'«empire»: «un concept inclusif et ouvert qui décrit une communauté politique dont les territoires et les populations et les territoires sont gouvernés hiérarchiquement en relation à un centre impérial» (p. 1-16). Toutes les traductions sont de l'auteur de l'article.

4. *Idem*.

5. On peut mentionner, à titre d'exemple, Erez MANELA qui fut porté à la notoriété internationale avec son *The Wilsonian Moment: Self-Determination and the International Origins of Anticolonial Nationalism*, Oxford, Oxford University Press, 2007, et, de manière plus antérieure, les études de l'historien marxiste allemand Walter MARKOV, parmi lesquelles *Sistemi coloniali e movimenti di liberazione*, Rome, Editori Riuniti, 1961.

6. La monumentale série de recherches et de publications de Susan PEDERSEN sur le système des mandats a été récemment réunie dans *The Guardians: The League of Nations and the Crisis of Empire*, Oxford et New York, Oxford University Press, 2015. Il faut citer, sur le même sujet, le volume bilingue de Nadine MÉOUCHY et Peter SLUGLETT (dir.), *The British and French Mandates in Comparative Perspective/Les mandats français et anglais dans une perspective comparative*, Leiden et Boston, Brill, 2004. Enfin, il y a deux ans fut publié Cyrus SCHAYEGH et Andrew ARSAN (dir.), *The Routledge Handbook of the History of the Middle East Mandates*, Londres et New York, Routledge, 2015.

7. Voir, entre autres, Cemil AYDIN, *The Politics of Anti-Westernism in Asia: Visions of World Order in Pan-Islamic and Pan-Asian Thought*, New York, Columbia University Press, 2007; Pankaj MISHRA, *From the Ruins of Empire: The Revolt against the West and the Remaking of Asia*, Londres, Penguin, 2012; Andrew ARSAN, «“This Age is the Age of Associations”: Committees, Petitions, and the Roots of Interwar Middle Eastern Internationalism», *Journal of Global History*, n°7, 2, 2012, p. 166-188.

8. Déjà en 1936, le politologue indien E. ASIRVATHAM consacrait au nationalisme, à l'internationalisme et à l'impérialisme un manuel introductif sur les «forces de la politique contemporaine» à l'usage de ses étudiants universitaires (*Forces in Modern Politics: Nationalism, Imperialism and Internationalism*, Lucknow, Upper India Publishing House, 1936). Plus récemment, Glenda SLUGA a proposé une lecture du vingtième siècle vu comme imbrication récurrente entre nationalisme et internationalisme (*Nationalism in the Age of Internationalism*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2013).

9. Eric D. WEITZ, «From the Vienna to the Paris System: International Politics and the Entangled Histories of Human Rights, Forced Deportations, and Civilizing Missions», *The American Historical Review*, n°113, 5, 2008, p. 1313-1343.

10. Pour un aperçu de l'historiographie récente sur l'activité de la SDN vis-à-vis des minorités ethniques et des réfugiés, voir Suan PEDERSEN, «Back to the League of Nations», *American Historical Review*, n°112, 4, 2007, p. 1091-1117.

11. Mark MAZOWER, «The Strange Triumph of Human Rights», *The Historical Journal*, n°47, 2, 2004, p. 379-398.

12. Comme exemple de cela, outre les travaux de Susan PEDERSEN cités précédemment, voir également son «Getting out of Iraq in 1932», *American Historical Review*, n°115, 4, 2010, p. 975-1000.

13. Il n'est pas difficile de saisir, dans ce lien entre le particulier et l'universel, un écho au concept d'«exceptionnel normal» proposé par Edoardo GRENDI depuis la microstoria («Microanalisi e storia sociale», *Quaderni Storici*, n° 35, 1977, p. 506-520). D'une manière générale, ma thèse se base sur la conviction que l'histoire des relations internationales peut bénéficier de la réarticulation de l'espace géographique conforme à diverses échelles d'analyse (Jacques REVEL, *Jeux d'échelles: la micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard, 1996).

14. En réalité, les étiquettes «révoltes», «révolutions», «guerre» appliquées aux différents cas, plutôt que de réfléchir les différences «objectives» entre les dimensions et les succès des quatre soulèvements, sont le produit de leur historicisation et politisation opérées soit par les États postcoloniaux du Moyen-Orient, soit par l'establishment politique et intellectuel des puissances impériales. Il ne m'est pas possible dans ce bref article d'explicitier davantage ce point qui fait en revanche l'objet d'une discussion approfondie dans l'introduction de ma thèse.

15. À nouveau, la distinction entre ce que les insurgés demandaient publiquement (souvent l'«indépendance») et ce qu'ils poursuivaient dans les faits mériterait une discussion plus approfondie qu'il ne m'est pas possible d'entreprendre dans ce bref article.

16. J'ai sélectionné pour chaque pays trois journaux quotidiens d'orientations politiques diverses (par exemple, *ABC*, *El Liberal* et *El Socialista* pour l'Espagne), en complétant avec les dossiers de presse contenus dans les archives gouvernementales. En ce qui concerne la SDN, j'ai consulté les sections relatives à son Secrétariat et, pour la Syrie et pour l'Irak, celle des mandats, en prêtant une attention toute particulière aux pétitions.

17. Martin THOMAS, *Empires of Intelligence: Security Services and Colonial Disorder after 1924*, Berkeley, University of California Press, 2008 propose un exemple fameux de comparaison entre les Empires britanniques et français au cours de l'entre-deux-guerres. Le même auteur a publié successivement une étude sur les agitations ouvrières et les répressions policières dans les Empires coloniaux européens: *Violence and Colonial Order: Police, Workers and Protest in European Colonial Empires, 1918-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012. Víctor MORALES LEZCANO est l'un des rares historiens à avoir étudié le colonialisme espagnol de la période contemporaine dans une perspective comparée (*El colonialismo hispano-francés en Marruecos*, Grenade, Editorial Universidad de Granada, 2002).

18. «The Dilemma of Spain», *Times*, 6 avril 1923.

19. La récente thèse doctorale de Romain BONNET, *La Terre et le Plomb Violence politique, question agraire et crise du parlementarisme libéral dans l'Italie du premier après-guerre (1918-1922) et dans l'Espagne républicaine (1931-1936)*, EUI, Florence, 2016, contribue à remédier à cette incroyable myopie de l'historiographie contemporaine.

20. Richard S. FOGARTY, «The French Empire», in GERWARTH and MANELA, *Empires at War...*, op. cit., p. 109-129.

21. Voir par exemple les interventions du chef du gouvernement Antonio Maura ou de Melquíades Álvarez lors des débats parlementaires consécutifs au désastre d'Annual (*Congreso, Extracto Oficial*, 88, 10 novembre 1921, *Senado, Extracto Oficial*, 109, 15 décembre 1921).

22. Voir par exemple Susana SUEIRO SEOANE, *España en el Mediterráneo: Primo de Rivera y la «cuestión marroquí»*, 1923-1930, Madrid, UNED, 1993; Margarita CABALLERO DOMÍNGUEZ, «La cuestión marroquí y su corolario de Annual como causa y consecuencia de la crisis del sistema restauracionista», *Investigaciones Históricas*, n°17, 1997, p. 219-242.

23. Sebastian BALFOUR, *Deadly Embrace: Morocco and the Road to the Spanish Civil War*, Oxford et New York, Oxford University Press, 2002.

24. La question de l'usage des armes chimiques par les britanniques en Irak demeure un objet de controverse historiographique qu'il ne m'est pas possible d'explicitier dans ce bref article. Personnellement, je concorde avec la thèse bien argumentée et particulièrement convaincante de

- Ray M. DOUGLAS, «Did Britain Use Chemical Weapons in Mandatory Iraq?», *Journal of Modern History*, n°81, 4, 2009, p. 859-887.
25. AMAE, 65CPCOM/12/79, Benzon au ministère des Affaires Étrangères, 25 mars 1919.
26. AMAE, 65CPCOM/12/306, Résidence Française de Tunis à ministère des Affaires Étrangères, 31 mars 1919.
27. Raymond POINCARÉ, «L'anniversaire the la Marne», *Le Matin*, 5 septembre 1919.
28. AGA, sección 15, fondo 3/1 (Marruecos), caja 40 (81/10018), Quiñones de León au Directorio militar, 22 juin 1926.
29. AGA, Marruecos, caja 156 (81/10134), exp 3, Merry del Val au Directorio militar, 18 et 21 octobre 1924. La demande a été refusée, l'éditeur ayant affirmé qu'il ne pouvait pas publier de lettres non signés.
30. Voir par exemple ACICR, B CR 138/1 (Rifains), rapport de la mission Schlemmer en Espagne, novembre 1924-janvier 1925. Comme l'a expliqué Pablo La Porte, par un concours de circonstances temporelles, de considérations politiques, de contraintes bureaucratiques et juridiques, le CICR n'a jamais fait preuve d'aucune intention claire et résolue d'interférer dans la Guerre du Rif qui, du point de vue du droit international alors en vigueur, était une affaire interne au gouvernement du Royaume d'Espagne et au sultanat du Maroc. (Pablo LA PORTE, «Humanitarian Assistance during the Rif War (Morocco, 1921-6): the International Committee of the Red Cross and 'an Unfortunate Affair'», *Historical Research*, n°89, 243, 2015, p. 114-135.
31. Dirk SASSE, *Franzosen, Briten und Deutsche im Rifkrieg 1921-1926: Spekulanten und Sympathisanten, Deserteure und Hasardeure im Dienst Abdelkrims*, Munich, Oldenbourg, 2006. Sur le même sujet, Faris el Messaoudi-Ahmed, *El Rif, sus élites y el escenario internacional en el primer tercio del siglo XX (1900-1930)*, Barcelone, Megustaescribir, 2016.
32. «Une lettre ouverte du gouvernement riffain à la Chambre des Députés française», *L'Humanité*, 11 août 1925. Sur la position des gauches françaises quant à la Guerre du Rif, voir, Jean Pierre BIONDI, *Les Anticolonialistes (1881-1962)*, Paris, Robert Laffont, 1962, p. 135-155, et Claude LIAZU, *Histoire de l'anticolonialisme en France: Du XVII^e siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2007, p. 143-147.
33. Pablo LA PORTE, «“Rien à ajouter”: The League of Nations and the Rif War (1921-1926)», *European History Quarterly*, n°4, 1, 2011, p. 66-87.
34. LNA, Secrétariat, 591/12681/23217, Abd-el-Krim et Mohamed Boujibar au Conseil de la SDN, 6 septembre 1922.
35. Sur la famille des Khattabi et leurs rapports avec les espagnols, voir Sebastian BALFOUR, *Deadly Embrace...*, op. cit., p. 83-202, et María Rosa de MADARIAGA, *En el barranco del Lobo. Las guerras de Marruecos*, Madrid, Alianza Editorial, 2005, p. 355-391.

INDEX

Keywords : Imperialism, Mediterranean, Interwar, *Unrest, Comparison

Index géographique : Maroc, Morocco, Marruecos, Espagne, Europe, España, Europa, Spain, Spagna

Palabras claves : imperialismo, Mediterráneo, entreguerras, revuelta, comparación

Mots-clés : impérialisme, Méditerranée, entre-deux-guerres, révoltes, comparaison

AUTEURS

GIORGIO POTI

Docteur en Histoire et Civilisation de l'Institut Universitaire Européen de Florence